

**Arrêté préfectoral n° 2024-1765 du 17 octobre 2024**

accordant l'autorisation environnementale sollicitée par la société  
SAS Parc Éolien de la Vève relative à l'exploitation d'une installation de production  
d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune de Chéry  
(N° AIOT : 0100025638)

Le préfet du Cher,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** le code forestier ;

**Vu** le code de la défense ;

**Vu** le code du patrimoine ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** le code rural et de la pêche maritime ;

**Vu** le code des transports ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2022 du Président de la République portant nomination de monsieur Maurice BARATE, préfet du Cher ;

**Vu** le décret du 20 avril 2023 du Président de la République portant nomination de madame Camille de WITASSE THÉZY, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne, et notamment son annexe II ;

**Vu** la demande déposée le 7 juillet 2023 et complétée le 2 février 2024 par la société SAS Parc Éolien de la Vève dont le siège social est situé 10, rue Charles Brunelière, 44 100 NANTES en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un parc éolien composé de deux aérogénérateurs et d'un poste de livraison situé sur le territoire de la commune de Chéry ;

**Vu** l'ensemble des pièces, plans, études réglementaires et notamment l'étude d'impact et son résumé non technique produits à l'appui de la demande ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 23/0638 du 7 septembre 2023 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

**Vu** le rapport de recevabilité de l'inspection des installations classées du 9 avril 2024, actant le caractère complet et recevable de la demande d'autorisation environnementale susvisée ;

**Vu** l'avis de l'autorité environnementale n° 2024-4577 en date du 5 avril 2024 ;

**Vu** la lettre du 17 avril 2024 du Préfet de l'Indre donnant son accord pour la désignation des communes d'affichage concernées ;

**Vu** la lettre du 17 avril 2024 du Préfet de l'Indre sollicitant d'adjoindre la commune de Reuilly comme lieu de permanence d'enquête publique en raison de sa proximité avec le projet comme le permet l'article R. 181-36 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision n° E24000065/45 du 23 avril 2024 du tribunal administratif d'Orléans désignant la commission d'enquête publique ;

**Vu** le mémoire en réponse du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale susvisé, daté du 24 avril 2024 et joint au dossier mis à l'enquête publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-0589 du 3 mai 2024 prescrivant une enquête publique du 4 juin 2024 à partir de 9h00 au vendredi 5 juillet 2024 jusqu'à 17h00 soit pour une durée de 32 jours ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes fixées par l'arrêté préfectoral du 3 mai 2024 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** les publications en date des 16 et 17 mai 2024 et 6 et 7 juin 2024 de cet avis dans 4 journaux locaux dont 2 du Cher et 2 de l'Indre ;

**Vu** l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Chéry émis le 3 juillet 2024 ;

**Vu** l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Lury-Sur-Arnon émis le 13 juin 2024 ;

**Vu** l'avis favorable du conseil municipal de la commune de Lazenay émis le 21 juin 2024 ;

**Vu** l'avis défavorable du conseil municipal de Paudy émis le 24 juin 2024 ;

**Vu** l'avis favorable de la communauté de communes Vierzon Sologne Berry le 26 juin 2024 ;

**Vu** l'avis favorable du conseil de la communauté de communes Coeur de Berry du 20 juin 2024 et reçu le 7 août 2024 en sous-préfecture de Vierzon ;

**Vu** le mémoire de l'exploitant en date du 26 juillet 2024 en réponse aux observations du public retranscrites dans le procès-verbal de synthèse de la commission d'enquête publique ;

**Vu** les deux registres d'enquête publique, le rapport, les conclusions et l'avis favorable assortie de trois réserves de la commission d'enquête publique remis le 2 août 2024 ;

**Vu** la notification du rapport et des conclusions de la commission d'enquête publique à l'exploitant en date du 9 août 2024 ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication du rapport, avis et conclusions de la commission d'enquête publique sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** les avis émis par les différents services et organismes consultés ;

**Vu** l'avis favorable de la direction de la sécurité aéronautique d'État le 4 septembre 2023 ;

**Vu** l'avis favorable émis par la direction générale de l'aviation civile en date du 8 septembre 2023 ;

**Vu** le certificat Radéol favorable émis par Météo France le 18 janvier 2022 ;

**Vu** le rapport du 5 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, chargée de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis favorable de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 18 septembre 2024 ;

**Vu** l'envoi du projet d'arrêté autorisant l'exploitation de ce parc éolien, pour avis, au pétitionnaire en date du 27 septembre 2024 ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier en date du 3 octobre 2024 et par courriel du 8 octobre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que la demande présentée est une création d'un parc éolien sur la commune de Chéry ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'État, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact de l'installation sur le paysage est mesuré, notamment sur le paysage des vignobles AOC de Reuil en raison de la prégnance déjà existante de plusieurs autres parcs éoliens.

**CONSIDÉRANT** que le projet, constitué de deux aérogénérateurs, s'insère en densification des parcs éoliens voisins en particulier de celui dit de Bornay 2 situé sur la commune de Chéry ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact de l'installation sur le paysage est limité et que le projet s'insère en densification de parcs existants et/ou autorisés ;

**CONSIDÉRANT** que l'analyse paysagère n'a pas mis en évidence d'impact significatif sur le patrimoine recensé dans l'aire d'étude du fait notamment des effets de masque et de la distance entre le parc et les enjeux identifiés, à l'exception cependant du site inscrit de Lury-sur-Arnon situé à 3,6 km du projet pour lequel il existe une covisibilité indirecte et partielle et du château de Saragosse à Limeux situé à 6,3 km pour lequel le parc est visible mais avec une très faible prégnance et une très faible emprise, l'impact reste toutefois acceptable.

**CONSIDÉRANT** que le parc respecte les seuils de niveau de bruit réglementaires en vigueur, sous réserve de mesures de bridage acoustique sous certaines conditions de vents et à certaines périodes de la journée ;

**CONSIDÉRANT** que, eu égard à la proximité des zones à usage d'habitation (distance la plus proche à 712 m de l'éolienne E2), l'installation doit faire l'objet d'une campagne de mesures de niveaux de bruit après la mise en exploitation du parc éolien afin de confirmer les résultats de l'étude de modélisation acoustique remise dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de mettre en œuvre toute mesure de prévention de la pollution de l'eau et des sols lors des travaux de construction et de démantèlement du parc ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures matérielles et organisationnelles sur lesquelles la société SAS Parc Éolien de la Vève s'est engagée pour préserver les eaux de surface et souterraines d'une pollution générée par l'installation, en phase de chantier et d'exploitation du parc éolien, sont proportionnées aux enjeux ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures préventives et correctives sur lesquelles la société SAS Parc Éolien de la Vève s'est engagée, en phase de travaux et après la mise en service industrielle du parc éolien sont de nature à protéger l'avifaune et les chiroptères et en envisageant la mise en œuvre de modèles d'éoliennes présentant une garde au sol au minimum de 29 m ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature, édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées ont mis en évidence la nécessité de faire évoluer le plan de bridage chiroptère du projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu du dossier une demande de dérogation des espèces protégées (DEP) n'est pas nécessaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## ARRÊTE

### Titre I Dispositions générales

#### Article 1 – Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'autorisations prévues par les articles L. 5111-6, L. 5112-2 et L. 5114-2 du code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L. 5113-1 de ce code et de l'article L. 54 du code des postes et des communications électroniques, autorisations prévues par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine et par l'article L. 6352-1 du code des transports, lorsqu'elles sont nécessaires à l'établissement d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

#### Article 2 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS Parc Éolien de la Vève, (SIRET 94889313600010), dont le siège social est situé à « Immeuble Le Sanitat 10 Rue Charles Brunelliere 44100 Nantes » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Chéry, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### Article 3 – Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
Aérogénérateur E1	625679	6667103	Chéry	La Vève et les Marges	ZI1
Aérogénérateur E2	625891	6666829	Chéry	La Vève et les Marges	ZI11
Poste de livraison PDL1	625944	6666755	Chéry	La Vève et les Marges	ZI17

#### Article 4 – Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur, dans sa version complétée datée de janvier 2024.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

<b>Titre II</b> <b>Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre du Code de l'environnement</b>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Article 5 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Hauteur de mât
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	2 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	96,9 m

A : installation soumise à autorisation

La hauteur totale maximale en bout de pale autorisée, pale en position verticale, pour chaque aérogénérateur est de 165 m. Le diamètre maximal du rotor autorisé pour chaque aérogénérateur est de 136 m. La hauteur de garde au sol sera au minimum de 29 m.

La puissance unitaire maximale autorisée pour chaque aérogénérateur est de 4,2 MW, portant la puissance totale maximale autorisée pour l'installation à 8,4 MW.

**Article 6 – Conformité des installations**

L'installation doit être exploitée conformément aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage lumineux des obstacles à la navigation aérienne.

**Article 7 – Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 3.

Le montant initial de la garantie financière d'une installation correspond à la somme du coût unitaire forfaitaire (Cu) de chaque aérogénérateur composant cette installation :

$$M = \sum (Cu)$$

où :

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation ;
- Cu est le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur, calculé selon les dispositions du II de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues à l'article R.515-106 du code de l'environnement.

Le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur (Cu) est fixé par les formules suivantes :

$$Cu = 75\,000 + 25\,000 \times (P-2)$$

où :

- Cu est le montant initial de la garantie financière d'un aérogénérateur ;
- P est la puissance unitaire installée de l'aérogénérateur, en mégawatt (MW).

Le montant initial des garanties financières pour la société SAS Parc Éolien de la Vève s'élève donc à 260 000 euros pour ses 2 aérogénérateurs.

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30 par l'arrêté du 26 août 2011 modifié, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié. Le cas échéant, l'actualisation tient compte de toute évolution ultérieure de la formule de calcul.

## **Article 8 – Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux**

### **Article 8.1 - Préservation du paysage**

L'ensemble des lignes électriques de raccordement internes au parc sont enfouies.

Le poste de livraison électrique et le local technique sont recouverts d'un bardage dont la couleur permet de limiter l'impact sur le paysage. La toiture des bâtiments sera une toiture terrasse non accessible. Le poste de transformation électrique de chaque aérogénérateur est situé à l'intérieur du mât.

Afin de limiter leur impact visuel, l'exploitant réalise, lors de la construction du parc éolien de la Vève la plantation de haies bocagères composées d'espèces autochtones sur 300 mètres linéaires. Pour cela, un montant d'au moins 9 000 € HT est alloué. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées dans les 12 mois suivant la mise en service du parc éolien les justificatifs relatifs à la mise en place de haies bocagères.

### **Article 8.2 - Protection de l'avifaune et des chiroptères**

#### **Article 8.2.1 – Mesures applicables en phase travaux de construction et déconstruction**

Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux lourds de construction ou de déconstruction (terrassement, excavation, voirie, fondation, réseaux enterrés) des aérogénérateurs ne doivent pas débuter entre le 1er avril et le 31 juillet inclus. Si ces travaux devaient commencer dans cette période, une vérification par un expert qualifié de l'absence de nidification de l'avifaune protégée sur les emprises et à proximité du chantier devra être réalisée.

En cas d'interruption des travaux supérieure à 15 jours consécutifs avec une reprise des travaux entre le 1er avril et le 31 juillet inclus, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Le rapport établi par l'expert est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction / déconstruction, plates-formes de montage) et pérennes (chemins d'accès, plates-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs et passages des câbles de raccordement) sont réalisés en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés) et avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire.

#### **Article 8.2.2 – Mesures applicables en phase de fonctionnement du parc**

Après la mise en service industrielle du parc, tout éclairage extérieur des installations est interdit, en dehors du balisage réglementaire imposé par la section 4 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris.

Au vu de l'analyse des sensibilités et de l'activité des chauves-souris, les conditions d'arrêt de toutes les éoliennes sont définies en fonction des paramètres suivants :

Sur la période :

- du 15 avril au 31 octobre inclus ;
- à partir du coucher du soleil et jusqu'à 7 heures après le coucher du soleil ;

Lorsque les conditions cumulatives suivantes sont observées :

- pour des températures supérieures à 12°C à hauteur de nacelle ;
- pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s à hauteur de nacelle.

Ces mesures seront couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température) avec un pas d'enregistrement qui n'est pas inférieur à la minute. La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées, doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées. Toute modification de ce plan de fonctionnement devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en fonction des suivis de mortalité et d'activité des chiroptères, définis dans les paragraphes suivants.

À la demande de l'exploitant un ajustement des modalités de bridage chiroptères pourra être opéré en fonction des résultats obtenus en tenant compte des suivis environnementaux réalisés :

- soit par le parc éolien voisin de Bornay 2 ;
- soit par la prise en compte du suivi environnemental prescrit à l'article suivant.

### **Article 8.3 – Suivi général de la mortalité et de l'activité de l'avifaune et des chiroptères**

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé au moins tous les 10 ans d'exploitation de l'installation en l'absence d'impact significatif.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 23 de l'arrêté du 26/08/11 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 8.3.1 – Suivi de la mortalité de l'avifaune**

Les méthodes mises en œuvre sont celles prévues par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres, reconnu par le ministère en charge de l'écologie, avec au moins 30 passages prévus entre mi-avril et fin octobre.

Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié. Le rapport contient en outre les écarts de ces résultats par rapports aux analyses précédentes ainsi que d'éventuelles propositions de



mesures correctives, le cas échéant. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant engage sous un délai maximum de 6 mois les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité et d'activité de l'avifaune.

### **Article 8.3.2 – Suivi de la mortalité de chiroptères**

Si ce suivi de mortalité met en évidence un impact significatif sur les chiroptères, des mesures correctrices doivent être mises en place et un nouveau suivi doit être réalisé l'année suivante pour s'assurer de leur efficacité.

Les méthodes mises en œuvre sont celles prévues par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres, reconnu par le ministère en charge de l'écologie, avec a minima 30 passages répartis entre mi-avril et fin octobre.

Le suivi de l'activité des chiroptères est basé sur des mesures effectuées au niveau de la nacelle d'au moins un aérogénérateur. Elles sont effectuées en continu de mi-avril à fin octobre. Ces mesures sont couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température) dans l'objectif d'affiner les conditions de bridage.

Le suivi de l'activité et de la mortalité des chiroptères a pour objectif d'évaluer l'efficacité et la pertinence du bridage avec redéfinition éventuelle des modalités initiales de bridage.

Ces études sont conduites par une personne ou un organisme qualifié. Le rapport contient en outre les écarts de ces résultats par rapports aux analyses précédentes ainsi que d'éventuelles propositions de mesures correctives, le cas échéant. Le rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant engage sous un délai maximum de 6 mois les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité et d'activité des chiroptères.

### **Article 9 – Mesures spécifiques liées à la protection de la ressource en eau**

Tout prélèvement d'eaux de surface ou souterraine et tout rejet dans le milieu naturel de produits dangereux pour l'environnement ou susceptible de dégrader l'environnement sont interdits, que ce soit en phase de travaux ou d'exploitation.

L'exploitant s'assure que le personnel intervenant sur le chantier de construction/déconstruction et lors des maintenances de l'installation est sensibilisé à la vulnérabilité de la ressource en eau. Ce personnel est formé sur les conduites à tenir en cas de déversement accidentel de produits susceptibles de dégrader la qualité de la ressource. Cette disposition fait l'objet de consignes écrites formalisées dans le plan de prévention, incluant la liste des autorités à prévenir en cas d'incident/accident.

Des mesures spécifiques sont prises pour préserver la ressource en eau. Ces mesures comprennent a minima :

- ▶ les aires de stationnement des véhicules, ainsi que les stockages de carburants, produits et déchets sont limitées à une aire étanche positionnée en dehors des zones où les nappes d'eau souterraine sont vulnérables. Tout stockage de produits polluants pour l'environnement est interdit en dehors de l'aire sus-visée ;
- ▶ des rétentions sont associées à chaque stockage de produits dangereux pour l'environnement. Les rétentions sont dimensionnées pour contenir la totalité du volume de produits stockés. Tout stockage de ces produits en dehors des rétentions est interdit. La zone de stockage est inaccessible en dehors des heures de chantier ;
- ▶ l'entretien des engins de chantier est interdit sur le site, sauf en cas de force majeure et sous réserve de la mise en place préalable d'une aire étanche. Le maître d'œuvre devra vérifier toute fuite éventuelle auprès de chaque engin de chantier ;
- ▶ le ravitaillement des engins devra se faire au minimum au-dessus de l'aire sus-visée ou au-dessus d'une aire étanche éventuellement mise en place ;
- ▶ les déchets dangereux pour l'environnement, produits dans le cadre du chantier de construction/déconstruction, sont stockés dans des conteneurs adaptés au contenant et étanches. Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés par une société spécialisée ;
- ▶ l'exploitant prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les dispositifs d'ancrage des mâts des aérogénérateurs entraînent une mise en liaison entre les eaux surfaciques et les eaux

- souterraines ou une perturbation des écoulements des eaux en profondeur risquant de porter atteinte à la qualité des eaux des nappes souterraines ;
- ▶ des kits anti-pollution sont tenus à la disposition des opérateurs de chantier et des agents en charge de la maintenance afin de contenir les conséquences d'un déversement de produits dangereux en cas d'incident/accident ;
  - ▶ en phase de travaux, les pistes et aires d'évolution doivent, si nécessaire, être arrosées par temps sec pour éviter tout envol de poussière ;
  - ▶ les opérations de coulage du béton sont réalisées dès la fin de réalisation des fouilles des fondations de chaque aérogénérateur afin d'éviter toute accumulation d'eaux pluviales en fond de fouille ;
  - ▶ l'utilisation de produits phytosanitaires et de pesticides sera exclue pour l'entretien des aires de montages, plateformes permanentes et des pieds des éoliennes ;
  - ▶ le chantier est doté d'une organisation adaptée permettant le tri de chaque catégorie de déchets. Cette organisation est formalisée dans une consigne écrite.

Un suivi de chantier est mis en place pour s'assurer de la mise en œuvre des mesures préconisées.

## **Article 10 – Mesures spécifiques liées au bruit**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Dès la mise en service industriel du parc éolien, l'exploitant met en place un plan de bridage des aérogénérateurs destiné à garantir le respect des niveaux de bruit et d'émergences admissibles imposés par l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié. La mise en place effective du plan de fonctionnement doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié. Cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié, ainsi que leur traitement, sont réalisées conformément à la méthodologie applicable à la date du premier jour de la campagne de mesurage.

Les emplacements des mesures sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments. Si l'un ou plusieurs de ces points de mesure ne pouvaient être identiques à ceux retenus dans l'étude acoustique sus-visée, ils seront remplacés par des points situés au droit de l'une des habitations adjacentes, sous réserve de justifier d'un environnement de mesure analogue.

En cas de dépassement des seuils réglementaires diurne et/ou nocturne définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié sus-visé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois à compter de l'édition du rapport un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles. Il s'assure de son efficacité par un nouveau contrôle dans un délai de 12 mois après la mise en œuvre de ce nouveau plan de fonctionnement.

Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant de leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La mise en place effective de ce nouveau plan de fonctionnement doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Tous les rapports de contrôles doivent être mis à la disposition des inspecteurs des installations classées.

## **Article 11 – Mesures liées à la sécurité des installations**

Avant le début des travaux et avant la mise en service industrielle du parc, l'exploitant communique au service départemental d'incendie et de secours du Cher les informations suivantes :

- le nom du parc,
- le nombre d'éoliennes et leur numéro d'identification (inscrits sur le mât),
- un plan de situation avec l'emplacement précis de chaque éolienne ainsi que leurs coordonnées GPS et leurs accès,
- l'emplacement du poste de livraison,
- le nom du constructeur ainsi que le modèle d'éoliennes,
- un numéro d'astreinte joignable 7 j/7 et 24 h/24 en cas d'intervention.

L'exploitant doit informer, le service départemental d'incendie et de secours du Cher de toutes modifications intervenant lors de l'exploitation des installations.

Un affichage visible, reprenant le numéro d'astreinte, est effectué à l'intérieur du pied de mât de chaque aérogénérateur et du poste de livraison. Il est mis à jour en cas de modification de ces coordonnées.

Chaque aérogénérateur est équipé a minima de 3 extincteurs, en bon état et adaptés au risque d'incendie à combattre. Ils seront situés :

- dans le pied de la tour à côté de la porte d'accès,
- sur la première plate-forme à côté de l'échelle,
- dans la nacelle au niveau de la colonne de la grue.

Ces extincteurs font l'objet d'un contrôle conformément à norme la NF S 61-919.

Le poste de livraison est également doté d'extincteurs adaptés au risque et contrôlés selon les mêmes modalités.

L'exploitant procède, dans l'emprise des plateformes de l'installation maintenues de manière pérenne au débroussaillage de tous végétaux jusqu'à 50 mètres minimum autour de chaque aérogénérateur.

## **Article 12 – Mesures liées au balisage des aérogénérateurs**

Le balisage des aérogénérateurs respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 modifié relatif au balisage lumineux des obstacles à la navigation aérienne, et en particulier les dispositions relatives à la synchronisation et au démarrage de la séquence d'allumage.

## **Article 13 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

## **Article 14 – Cessation d'activité**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

Les opérations de démantèlement et de remise en état seront menées conformément à la réglementation en vigueur à la date de démarrage desdites opérations. À la date du présent arrêté, ces opérations doivent être menées conformément à l'article R. 515-106 du code de l'environnement.

<b>Titre III</b> <b>Dispositions diverses</b>
--------------------------------------------------

**Article 15 – Construction, mise en service industrielle et démantèlement du parc**

Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe :

- le préfet du Cher,
  - l'inspection des installations classées,
  - la direction départementale des territoires du Cher,
  - le service départemental d'incendie et de secours du Cher,
  - le ministère de la transition écologique et solidaire – direction générale de l'aviation civile – service national d'ingénierie aéronautique (SNIA) – pôle de Nantes, zone aéroportuaire CS 14321 – 44343 BOUGUENNAIS CEDEX (snia-ouest-ads-bf@aviation-civile.gouv.fr),
  - le ministère de la défense – sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire nord à Cinq-Mars-La-Pile (BA 705 – SDRCAM Nord – RD 910 – 37076 TOURS CEDEX 02) ;
- 
- des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes, en rappelant pour chacune d'elles, son modèle, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), son numéro d'identification (inscrit sur le mât) ainsi que son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base et leur hauteur au sommet (pales comprises) ;
  - de la mise en service industrielle de son installation ;
  - de la date de mise en service de chaque aérogénérateur.

Le demandeur devra également transmettre un mois avant le début des travaux le formulaire de déclaration de montage d'un parc éolien au ministère de la transition écologique et solidaire – direction générale de l'aviation civile – service national d'ingénierie aéronautique (SNIA) – pôle de Nantes, zone aéroportuaire CS 14321 – 44 343 BOUGUENNAIS CEDEX pour information.

L'attention du demandeur est également attirée sur le fait que se soustraire à chacune de ces obligations engagerait sa responsabilité pénale en cas de collision avec un aéronef.

**Article 16 – Prescriptions relatives à l'archéologie**

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai conformément à l'article L. 531-14 du code du patrimoine.

La réalisation des travaux est conditionnée à l'observation préalable par l'exploitant des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 23/0638 du 7 septembre 2023 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive.

**Article 17 – Mesures de publicité**

En application de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Chéry et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Chéry pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal des communes de Chéry, Massay, Lury-sur-Arnon, Lazenay, Cerbois, Limeux et Nohant-en-Graçay (département du Cher) et des communes de Reuilly, Saint-Pierre-de-Jards, Diou, Paudy, Giroux, Lucay-le-libre dans le département de l'Indre ainsi que les conseils communautaires des communautés de communes de Vierzon Sologne Berry, Coeur de Berry (département du Cher) et Pays d'Issoudun et Champagne Boischauts (département de l'Indre) ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale de quatre mois ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 18 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un régime de contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, cette décision peut être déférée, à la Cour administrative d'appel de Versailles, 2, esplanade du Grand Siècle- B.P 90476- 78011 Versailles Cedex :

1° par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui est notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois, à compter de :

- a) l'affichage en mairie pendant une durée minimale d'un mois
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La Cour administrative d'appel peut également être saisie par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher, Place Marcel Plaisant CS 60022 BOURGES CEDEX.

Le recours hiérarchique est adressé à madame la ministre de la transition écologique de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques - direction générale de la prévention des risques - Arche de La Défense - Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (préfet du Cher) et à son bénéficiaire (société SAS Parc éolien de la Vève- 10, rue Charles Brunelière- 44 100 NANTES) à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux. »

## **Article 19 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de Chéry, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire, le directeur départemental des territoires du Cher, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au maire de la commune de Chéry et à la société SAS Parc Éolien de la Vève.

Le préfet

signé

Maurice BARATE